

## CHAPITRE Ier DE LA LOI DU 2 MARS 1989

**Formulaire B : déclaration subséquente de participation dans une société cotée, par suite d'une modification de quotité ou d'une mise à jour<sup>1</sup>****0. A adresser à :**

- la société cotée visée
- Commission bancaire, financière et des assurances  
Contrôle de l'information et des marchés financiers  
A l'attention de M. G. Delaere  
Rue du Congrès 12-14, 1000 BRUXELLES  
fax : +32(2)220.59.03 - e-mail : fmi.fin@cbfa.be

1. **Nom de la société visée :** .....EVS Broadcast Equipment S.A.....

2. **Données relatives à la personne établissant la déclaration<sup>2</sup>** en qualité de déclarant intervenant pour son propre compte / en qualité de déclarant intervenant pour le compte d'autrui<sup>3</sup> / comme mandataire<sup>4</sup>

a) *personne physique*

nom + prénom .....  
 adresse .....  
 .....  
 tél. (facultatif) .....

b) *personne morale*

forme juridique + dénomination S.A. BIP INVESTMENT PARTNERS  
 siège social Rue des coquelicots 1  
 L-1356 Luxembourg  
 tél. 00352 2600261  
 fax 00352 26002650  
 nom et qualité du signataire de la déclaration Olivier MEYERS Senior Investment Manager  
 Jean MEDERNACH Finance Director

**3. Eléments constitutifs de la déclaration**Remarque préliminaire

Lorsque la déclaration est opérée par des personnes liées ou agissant de concert, les tableaux I et II seront complétés autant de fois que nécessaire :

- d'abord pour chacune de ces personnes *séparément*, même si aucune d'elles n'atteint à elle seule l'un des seuils prévus par la loi (cf. art. 8, § 1er, 3°, de l'A.R. du 10 mai 1989)<sup>5</sup> ;
- ensuite pour *l'ensemble* des personnes liées ou agissant de concert (cf. art. 2, § 1er et 2, de la loi du 2 mars 1989).

<sup>1</sup> Ces notions sont définies respectivement à l'article 8, § 2 et l'article 8, § 4 de l'A.R. du 10 mai 1989.

<sup>2</sup> Biffer la(les) mention(s) inutile(s).

<sup>3</sup> C.à.d. lorsqu'un tiers détient des droits pour le compte d'une autre personne.

<sup>4</sup> Chaque fois qu'une personne tenue à déclaration désigne une autre personne pour s'acquitter de son obligation de déclaration.

<sup>5</sup> Sauf s'il s'agit de personnes physiques agissant de concert dont aucune ne possède un nombre de titres auquel sont attachés 5 % ou plus des droits de vote existants : celles-ci peuvent faire une déclaration commune, sans indication des détenteurs individuels (art. 2, § 3, alinéa 2, de la loi du 2 mars 1989).

Tableau I : données générales

Nom de la société visée	EVS BROADCAST EQUIPMENT S.A.
Droits détenus par	BIP INVESTMENT PARTNERS S.A. 1, rue des coquelicots L-1356 Luxembourg
lié(e) à	–
agissant de concert avec	–
Date de réalisation de la situation donnant lieu à déclaration	31 décembre 2007 (déclaration facultative, sans franchissement de seuil)
Sources relatives au dénominateur	Site internet de la société EVS

<sup>1</sup> Lorsqu'un tiers détient des droits pour compte d'autrui.

\* Pour les personnes physiques : nom et prénom + adresse. Pour les personnes morales : forme juridique, dénomination sociale et adresse du siège social.

Tableau II : calcul de la quotité

	déclaration précédente		modification en + ou en - numérateur	nouvelle déclaration	
	numérateur	% <sup>2</sup>		numérateur	%
1. <b>Droits de vote effectifs</b> afférents à des titres					
• représentatifs du capital	1.000.000	7,21%	- 216.225	783.775	5,65%
• non représentatifs du capital					
2. <b>Droits de vote futurs</b> , potentiels ou non, résultant de					
• droits et engagements à la conversion en ou à la souscription de <b>titres à émettre</b> , à savoir :					
◇ conversion d'obligations					
◇ conversion de prêts					
◇ exercice de warrants					
◇ autres (à détailler le cas échéant)					
• droits et engagements à l'acquisition de <b>titres émis</b> , à savoir :					
◇ options					
◇ warrants portant sur des titres émis					
◇ engagements résultant d'un contrat					
◇ autres (à détailler le cas échéant)					
<b>Total</b>	1.000.000	7,10%	- 216.225	783.775	5,58%
<u>Pour mention</u>					
Droits et engagements à la conversion en, à la souscription ou à l'acquisition de titres, assortis de clauses conditionnelles, à savoir :					
• conversion d'obligations					
• exercice de warrants					
• autres (à détailler le cas échéant)					
Pour les droits ou engagements desquels peuvent résulter des droits de vote futurs : délais ou périodes d'exercice					
(Type + délais/périodes)					

<sup>2</sup> Le calcul du pourcentage s'effectue sur base du dénominateur utilisé dans la déclaration précédente.

#### 4. Description du dénominateur

<b>1. Droits de vote effectifs</b> afférents à des titres <ul style="list-style-type: none"> <li>• représentatifs du capital</li> <li>• non représentatifs du capital</li> </ul>	13.875.000
<b>2. Droits de vote futurs</b> , potentiels ou non, résultant de droits et engagements à la conversion en ou à la souscription de <b>titres à émettre</b> , à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>◇ conversion d'obligations</li> <li>◇ conversion de prêts</li> <li>◇ exercice de warrants</li> <li>◇ autres (à détailler le cas échéant)</li> </ul>	173.150
<b>Total</b>	<b>14.048.150</b>

#### 5. Données complémentaires à fournir si le nombre de titres détenus est égal ou supérieur à 20 % (art. 8, § 3, de l'A.R. du 10 mai 1989)

a. Description de la politique dans laquelle se situe l'acquisition ou la cession :

NA

b. Nombre de titres acquis au cours des 12 mois précédant la présente déclaration et mode d'acquisition :

	nombre	mode d'acquisition
<b>1. Droits de vote effectifs</b> afférents à des titres <ul style="list-style-type: none"> <li>• représentatifs du capital</li> <li>• non représentatifs du capital</li> </ul>		
<b>2. Droits de vote futurs</b> , potentiels ou non, résultant de <ul style="list-style-type: none"> <li>• droits et engagements à la conversion en ou à la souscription de <b>titres à émettre</b>, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> <li>◇ conversion d'obligations</li> <li>◇ conversion de prêts</li> <li>◇ exercice de warrants</li> <li>◇ autres (à détailler le cas échéant)</li> </ul> </li> <li>• droits et engagements à l'acquisition de <b>titres émis</b>, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>◇ options</li> <li>◇ warrants portant sur des titres émis</li> <li>◇ engagements résultant d'un contrat</li> <li>◇ autres (à détailler le cas échéant)</li> </ul> </li> </ul>		

#### 6. Description, éventuellement sous forme d'organigramme, de la structure de contrôle de la ou des sociétés tenues à déclaration (facultatif)

Fait le 5 janvier 2008 à Luxembourg



**Jean Medernach**  
Director Finance & Control



OLIVIER MEYERS  
SR INVESTMENT MANAGER

.....

(signature)

**Annexes à transmettre uniquement à la Commission bancaire, financière et des assurances**  
(obligatoires en vertu de l'art. 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 2 mars 1989) : les documents relatifs à l'opération (aux opérations) donnant lieu à déclaration.